

stor
CA1
EA55
88017
EXF

SASKATCHEWAN Survол

La Saskatchewan est une province exportatrice, et les États-Unis constituent son principal marché. En 1986, 47 % de toutes les exportations étaient destinés aux États-Unis. La potasse, l'uranium, le pétrole, les grains et les oléagineux sont à l'origine de 94 % des exportations de la province. Parmi ces produits, la potasse, l'uranium et le pétrole sont en grande partie exportés vers les États-Unis. En 1986, toutes les exportations de pétrole brut sont allées aux États-Unis. C'est aussi vers ce marché que sont allés 90 % des exportations de viande de la Saskatchewan et presque 60 % de ses exportations de potasse.

De plus, le quart environ des produits fabriqués en Saskatchewan est destiné à l'exportation, la plus grande partie allant aux États-Unis.

Sécurité d'accès

Il est capital pour la Saskatchewan de maintenir et d'élargir son accès au marché américain. Ses producteurs ont subi l'imposition soudaine de droits ou de contingents américains à la frontière. Les exportations de potasse aux États-Unis, qui représentent environ 60 % de la production, sont gravement menacées et le gouvernement a dû prendre des mesures pour régler la situation. Le 1^{er} septembre 1988, le gouvernement de la Saskatchewan a adopté une loi visant à gérer l'approvisionnement en potasse afin de protéger les emplois, les revenus et l'investissement en Saskatchewan. Ce geste résulte directement des droits antidumping imposés par les États-Unis peu auparavant, lorsque les producteurs américains ont pris des mesures protectionnistes pour protéger leur industrie dans une situation de surabondance globale.

L'accord auquel nous sommes parvenus avec les États-Unis n'empêchera pas les procédures antidumping comme celles qui ont visé les producteurs de potasse, mais il aura un effet sur leur issue.

Le mécanisme unique de règlement des différends qui fait partie intégrante de l'accord garantira l'application impartiale des lois relatives aux droits antidumping et compensateurs. Les appels concernant les affaires de droits antidumping et compensateurs seront entendus par un groupe spécial impartial auquel le Canada et les États-Unis seront également représentés. Ce mécanisme constituera une assurance contre les décisions arbitraires et protégera le système contre les influences politiques.

De plus, nous sommes convenus de négocier, au cours des cinq prochaines années, un nouveau régime de règlement des différends en matière de subventions ainsi que de droits antidumping et compensateurs. De toute évidence, nous chercherons à faire modifier plusieurs aspects des lois antidumping des États-Unis dans le cadre de cet examen. Des mesures de sauvegarde ont d'ailleurs été mises en place afin de veiller à ce que ces lois ne soient pas changées à notre détriment pendant cette période.

Ces dispositions favorisent grandement les exportateurs de la Saskatchewan qui désirent protéger leur accès au marché américain. En ce qui concerne les subventions et les droits antidumping et compensateurs, l'accord nous fournit le temps nécessaire pour négocier des règles claires et précises qui sauront répondre aux préoccupations que nous partageons en matière d'équité commerciale.

Droits de douane

À l'heure actuelle, une grande partie du commerce canado-américain se fait en franchise de droits (environ 70 %). Plus de la moitié des droits qui subsistent sera éliminée en dix tranches égales et le tiers environ le sera en cinq tranches égales, à compter du 1^{er} janvier 1989. Les autres biens imposables seront exonérés de droits de douane à compter du 1^{er} janvier 1989.

Les trois catégories d'élimination des tarifs ont été établies à partir de consultations avec le secteur privé, au cours desquelles les intérêts de la Saskatchewan étaient bien représentés. Nos intérêts d'exportation aussi bien que nos sensibilités en matière d'importation ont été pris en considération pendant les consultations; en conséquence, les industries des deux côtés de la frontière ont reçu le temps nécessaire pour s'adapter aux nouvelles règles du jeu et aux nouveaux débouchés.

Par exemple, l'élimination tarifaire donnera aux produits énergétiques et agricoles de la Saskatchewan un accès plus concurrentiel au marché américain.

Ainsi, vers la fin des années 90, les résidents de la Saskatchewan profiteront des économies qu'ils réaliseront sur l'importation de biens de consommation en franchise, tandis que les fabricants profiteront à la fois de l'importation en franchise de facteurs de production (p. ex., la machinerie) et de la vente de leurs produits en franchise sur le marché américain. Autre avantage pour les fabricants de la Saskatchewan, leurs concurrents d'outre-mer sur le marché américain continueront d'être assujettis aux droits américains existants.

En plus de l'élimination progressive des droits de douane, l'ALE prévoit des mesures de sauvegarde qui donnent aux industries le temps nécessaire pour s'adapter à la situation lorsque l'élimination des droits les mettra aux prises avec une forte concurrence des importations. De plus, le gouvernement (tant au niveau fédéral que provincial) conserve la liberté de fournir une aide à l'adaptation là où le besoin s'en fait sentir, en mettant l'accent sur le recyclage de la main-d'oeuvre et sur l'élargissement des grands programmes qui sont déjà offerts aux travailleurs et aux entreprises.

Énergie

Le chapitre de l'accord qui porte sur l'énergie est d'une importance vitale pour la Saskatchewan. Pour maintenir la santé de l'industrie, étant donné surtout la récente période de surabondance des approvisionnements et de diminution des prix, il est très important de protéger l'accès de la Saskatchewan au marché des États-Unis.

La Saskatchewan est le deuxième producteur de pétrole en importance au Canada. En 1986, la Saskatchewan a produit pour plus de 2 milliards \$ de pétrole, soit plus de 13 % du PIB de cette province.

L'uranium est une autre ressource énergétique importante de la province. L'exploitation minière de Key Lake est devenue le plus grand producteur d'uranium au monde.

L'accord signé le 2 janvier 1988 prévoit une sécurité accrue pour les exportations d'énergie aux États-Unis. Il offre l'assurance d'un accès continu aux marchés américains, exempt du protectionnisme croissant des États-Unis. Les deux parties sont convenues d'interdire toutes les formes de restrictions les plus discriminatoires sur les exportations et les importations. Les motifs qui peuvent justifier les États-Unis de prendre des mesures restrictives à l'importation ont été sensiblement restreints, notamment en ce qui concerne les mesures imposées pour des raisons de "sécurité nationale". Au nombre des obstacles américains au commerce de l'énergie qui seront éliminés, mentionnons:

- les droits de douane sur le pétrole brut et les produits raffinés (y compris les produits de raffinage fabriqués à partir de pétrole brut importé)
- la taxe à l'importation imposée pour le "Superfonds"

- les redevances pour opérations douanières
- la restriction sur l'enrichissement de l'uranium.

Les Américains ne pourront plus menacer de poser des obstacles aux exportations canadiennes, comme la taxe sur les importations de pétrole.

De plus, une disposition particulière sur la consultation en matière de réglementation donnera la possibilité d'éviter d'autres mesures comme celles prises par la FERC contre les produits canadiens.

En ce qui concerne l'uranium, l'ALE élimine la menace actuellement posée aux 300 millions \$ d'exportations annuelles d'uranium canadien aux États-Unis. En vertu des règles législatives actuelles et des procédures judiciaires américaines, le Département de l'énergie des États-Unis se voit obligé d'interdire le traitement de l'uranium produit à l'étranger. Cette loi sera changée dans le cadre de l'ALE.

Les règles générales concernant les contrôles à l'exportation qui sont prescrites par l'ALE s'appliquent aux deux pays et à tous les biens, énergie comprise. Elles prévoient que l'un ou l'autre pays peut imposer des contrôles à l'exportation pour des motifs compatibles avec les dispositions du GATT, soit pour des raisons d'insuffisance des approvisionnements ou de conservation. Lorsque des contrôles à l'exportation sont imposés, les exportations doivent être autorisées jusqu'à concurrence de la proportion (au cours des trois années précédentes) des exportations vers l'autre pays sur le total des approvisionnements intérieurs. Cette mesure aura pour effet d'assurer un traitement équitable des clients des deux côtés de la frontière, dans l'éventualité de contrôles à l'exportation imposés par un gouvernement. Cette assurance pour les clients américains qu'ils seront traités de façon équitable en ce qui concerne toutes les formes d'énergie canadienne comptera pour beaucoup dans l'établissement d'un environnement stable pour la planification à long terme des relations en matière d'approvisionnement.

L'accord fournit aussi aux acheteurs américains l'assurance que les livraisons ne seront pas interrompues par suite d'une mesure prise par le gouvernement du Canada et que, advenant une pénurie ou un autre type d'urgence, toute réduction des livraisons se ferait sur une base proportionnelle.

L'avenir énergétique du Canada dépend fortement de la réalisation de grands projets pétroliers et gaziers. L'Accord de libre-échange assurera l'accès au grand marché nécessaire pour soutenir ces projets.

Le Canada conserve la capacité de chercher à obtenir 50 % de participation canadienne dans l'industrie amont du pétrole et du gaz. Notre politique en matière d'acquisition est protégée et le gouvernement continuera d'examiner et, s'il y a lieu, de rejeter les projets d'acquisition. Par exemple, l'acquisition par des sociétés américaines de sociétés prospères sous contrôle canadien ne sera pas permise. L'Office national de l'énergie continuera de surveiller et d'autoriser les exportations d'énergie.

La composante Énergie de l'Accord confirme et élargit l'approche du commerce énergétique axée sur le marché qu'avaient énoncée le Premier ministre Mulroney et le Président Reagan en mars 1985. Certains éléments de l'ancienne Politique énergétique nationale ne seraient pas conformes aux termes de l'ALE.

Investissement

Il est essentiel qu'il existe au Canada un climat favorable à l'investissement si l'on veut tirer pleinement avantage de la libéralisation des échanges commerciaux. À cet égard, les nouveaux investissements seront essentiels pour la croissance économique, l'innovation, le commerce et la création d'emplois.

Les entreprises canadiennes au Canada de même que les filiales de sociétés étrangères feront d'importants investissements pour accroître l'échelle de leurs activités et leur spécialisation et pour tirer avantage du marché américain. Une partie du capital nécessaire proviendra du pays, mais il faudra également compter sur les investissements étrangers.

L'accord commercial offre aux investisseurs du Canada et des États-Unis une confiance accrue que leur accès aux nouvelles possibilités d'investissement est assuré, que leurs investissements sont sûrs et qu'ils seront traités avec justice et équité par les gouvernements.

L'accord commercial ne touche pas au droit du Canada d'examiner les acquisitions importantes faites par les investisseurs américains. Il prévoit que le seuil au-delà duquel les acquisitions directes sont examinées sera relevé en quatre étapes jusqu'à 150 millions de dollars d'ici 1992. À ce moment-là, les deux tiers environ de l'actif

total des sociétés seront toujours sujets à l'examen. En ce qui concerne les acquisitions directes, qui comportent le transfert de contrôle d'une entreprise étrangère à une autre, les seuils d'examen seront progressivement éliminés au cours de la même période.

Enfin, toutes les autres lois existantes régissant les investissements aux niveaux tant fédéral que provincial demeurent intouchées. Par conséquent, les investissements étrangers continueront d'être réglementés en conformité avec les intérêts nationaux et provinciaux.

Sensibilités provinciales

Agriculture

Les producteurs céréaliers de la Saskatchewan s'inquiéteront de l'effet que l'Accord aura sur la politique du double prix du blé.

Réponse

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ne demande pas spécifiquement au Canada de modifier sa politique du double prix du blé.

Toutefois, l'élimination du régime des licences d'importation de céréales et la meilleure compétitivité que l'élimination graduelle des droits applicables aux produits agro-alimentaires donnera à nos entreprises de conditionnement des aliments remettront en question l'avenir de cette politique.

En conséquence, le ministre d'État chargé des grains et oléagineux, l'honorable Charles Mayer, a annoncé le 6 novembre 1987 que le gouvernement avait l'intention de modifier la politique du double prix du blé.

La politique sera modifiée d'une façon telle que les agriculteurs continueront à recevoir un soutien et que les conditionneurs maintiendront leur capacité de livrer concurrence sur les marchés canadiens et extérieurs au fur et à mesure que les diverses dispositions de l'Accord de libre-échange touchant le commerce du blé entreront en vigueur. Des consultations ont été engagées avec les provinces et avec les parties intéressées sur les modalités de la compensation à offrir aux céréaliculteurs.

L'élimination du régime des licences d'importation de céréales nuira-t-elle à notre régime de contrôle de la qualité, qui nous permet d'obtenir des prix plus élevés sur les marchés extérieurs?

Réponse

Non. Le blé, l'avoine ou l'orge importé au Canada devra s'accompagner d'un certificat d'utilisation finale pour garantir que la céréale est destinée à la consommation au Canada et qu'elle ne pourra perturber notre régime de contrôle de la qualité; ces importations ne pourront donc entrer dans notre système de manutention et de transport des céréales destinées à l'exportation.

Les agriculteurs de la Saskatchewan craignent grandement l'effet préjudiciable que le Programme américain d'encouragement des exportations (EEP) exerce sur nos producteurs céréaliers, ainsi que le ciblage que les États-Unis ont récemment pratiqué sur nos marchés traditionnels.

Le programme EEP (une subvention à l'exportation de produits agricoles) déprime les cours internationaux des céréales et défavorise nos producteurs. Les États-Unis ont pris pour point de vue que ce programme est nécessaire pour inciter les autres exportateurs à négocier la réduction du niveau global de leurs subventions et que le programme EEP ne sera pas réduit à l'extérieur du cadre des NCM, qui supposent une réforme en profondeur des pratiques de subventions agricoles de tous les pays.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis prévoit que chaque pays tiendra compte des intérêts d'exportation de l'autre pays lorsqu'il utilise une subvention pour favoriser l'exportation de produits agricoles vers des marchés tiers. L'Accord reconnaît également que les problèmes des subventions agricoles débordent le contexte bilatéral et qu'ils nécessitent la coopération de tous les pays; en conséquence, le Canada et les États-Unis ont convenu de collaborer aux NCM pour tenter de régler ces problèmes. La disposition de "statu quo" de l'Accord mentionne que les deux parties comprennent la nécessité de faire preuve de prudence pendant la période précédant l'entrée en vigueur de l'Accord de façon à ne pas compromettre le processus d'approbation ni porter atteinte à l'esprit et aux avantages réciproques de l'Accord.

Réponse

Le fondement officiel du programme américain est d'amener la CEE et les autres pays subventionneurs à la table de négociation. Les États-Unis ont mentionné avoir pour politique de demander aux gouvernements bénéficiaires de s'engager à continuer d'acheter les mêmes quantités de produits de fournisseurs - comme le Canada - qui n'offrent pas de subventions. Nous nous sommes engagés à maintenir notre part du marché mondial. En fait, notre part de ces marchés s'est accrue, passant de 20 à 24 % pendant la dernière année. Toutefois, nous sommes vivement préoccupés par l'effet de déprime que le programme EEP exerce sur les prix. Nous croyons que le programme est contre-indiqué et contre-productif.

Nous avons fait valoir nos préoccupations à nombre de reprises. Nous continuerons nos démarches. Il s'agit là d'une question qui réclame une solution multilatérale. C'est là un objectif clé du Canada aux NCM.

Potasse

Pourquoi n'a-t-on convenu d'aucune nouvelle règle pour régler l'affaire de droits antidumping qui frappe nos exportations de potasse?

Réponse

Nous n'avons pu en venir à une entente sur un nouvel ensemble de règles devant régir les droits antidumping et compensateurs. Jusqu'à ce qu'un nouveau système de lois puisse être élaboré, les lois existantes continueront donc d'être appliquées par chaque pays. Les deux pays s'engagent à négocier d'ici 5 ans un nouvel ensemble de règles pour les droits antidumping et compensateurs.

Toutefois, l'existence d'un nouveau tribunal binational chargé d'examiner les affaires de mesures antidumping et compensatoires et de prendre des décisions contraignantes constitue une innovation importante. La présence d'experts canadiens du commerce à ces groupes spéciaux permettra de maintenir un système honnête et libre des influences politiques.

Cette nette amélioration par rapport au statu quo donnera une bien meilleure sécurité à nos producteurs.

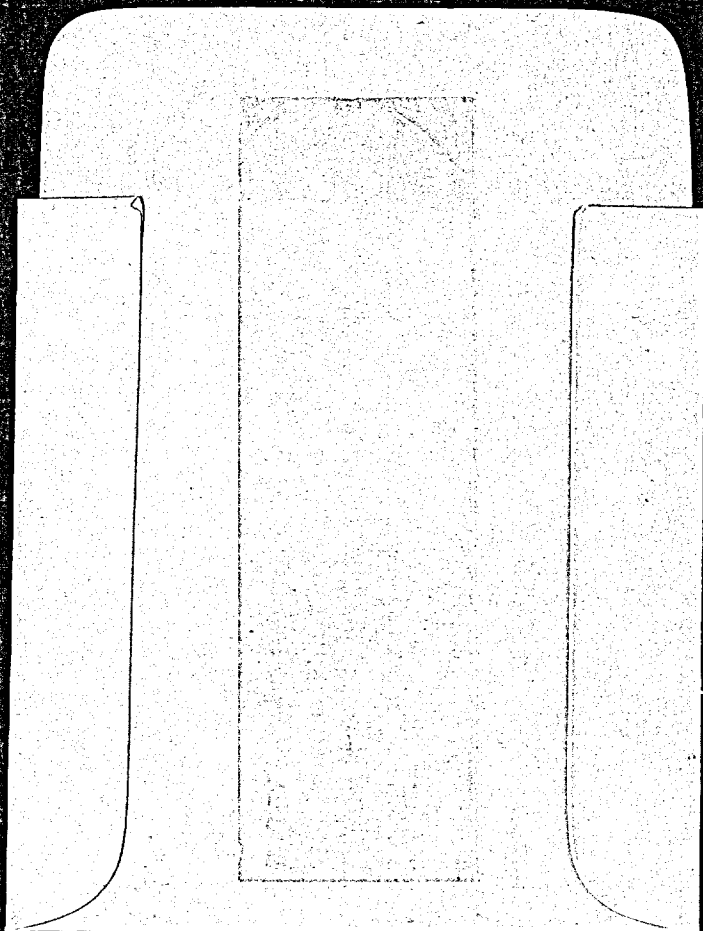
Storage
CA1 EA55 88017 EXF
Saskatchewan overview. --
43250474



LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20024883 2



stor
CA1
EA55
88017
EXF

b2206420 (E)
b2206456 (F)

SASKATCHEWAN

OCT 13 1989

Overview

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

Saskatchewan is an export oriented province, and the U.S. is its primary market. In 1986, 47% of all exports went to the U.S. Potash, uranium, petroleum, grains and oilseeds represent 94% of provincial exports. Of these, potash, uranium and petroleum are largely directed towards the U.S. market. In 1986, all of crude petroleum exports went to the U.S. 90% of Saskatchewan's meat exports and almost 60% of potash exports went to the U.S.

In addition, about a quarter of Saskatchewan's manufacturing output is destined for export with the lion's share going to the U.S.

Security of Access

Saskatchewan has a major stake in enhancing and securing better access to the U.S. market. Saskatchewan producers have faced the sudden imposition of U.S. duties or quotas at the border. Potash exports to the U.S. which are approximately 60% of production, are now seriously threatened and the government has been forced to take measures to deal with the situation. On September 1st 1987 the Saskatchewan government introduced legislation to manage the supply of potash to protect jobs, revenue and investment in Saskatchewan. This action was a direct result of the recent anti-dumping action in the U.S., where U.S. producers have taken protectionist actions to protect their industry in a situation of global oversupply.

The agreement we have reached with the U.S. will not prevent anti-dumping cases faced by potash producers from arising but it will affect how future cases are decided.

The unique dispute settlement mechanism established in the agreement will guarantee the impartial application of anti-dumping and countervailing duty laws. Appeal of anti-dumping and countervail cases will be heard by an impartial panel on which Canada will have equal representation. This will provide insurance against arbitrary decisions and keep the system free of political influence.

In addition, we have agreed that over the next five years we will negotiate a new regime to deal with anti-dumping and subsidies/countervailing duties. Clearly there are several aspects of U.S. anti-dumping laws which we will seek to change in this review. Safeguards have been put in place to ensure that these laws are not changed to our detriment over the next five years.

43-250-474 (e)
43-250-477 (f)

These provisions are a major step forward in securing the access of Saskatchewan exporters to the U.S. market. With respect to subsidies, anti-dumping and countervailing duties, it provides us with the necessary time to negotiate clear rules of the game that meet our shared concern about unfair trade.

Tariff

Already a large proportion of Canada-U.S. trade is duty-free (about 70%). Of the remaining tariffs, over half will be eliminated in ten equal steps and about a third will go in five equal steps, starting on January 1, 1989. The balance of dutiable goods will face tariff elimination on January 1, 1989.

The three categories for tariff elimination were established on the basis of consultations with the private sector, where Saskatchewan interests were well represented. Both our export interests and import sensitivities were taken into account in this process, and as a result industries on both sides of the border have been given time to adjust to new challenges and opportunities.

For example, tariff elimination will mean more competitive access for Saskatchewan energy and agricultural products.

Thus, by the end of the 1990s, Saskatchewan residents will benefit from savings on imports of duty-free consumer products, while manufacturers will benefit from both the duty-free import of inputs to final production (e.g. machinery), as well as from selling its goods duty-free in the U.S. market. A further advantage to Saskatchewan manufacturers will be that its offshore competitors in the U.S. market will continue to face existing U.S. tariffs, thus providing them with an edge in the market.

In addition to phased out tariff elimination, the FTA allows for safeguard measures to provide industries with a breathing space if they are facing strong import competition due to tariff elimination. Further, government (both federal and provincial) has maintained its scope to provide adjustment assistance where necessary, focussing on labour adjustment and building on our current extensive programs of assistance to labour and firms.

Energy

The Energy Chapter of the agreement is of vital importance to Saskatchewan. Secure access to the U.S. is a major factor in maintaining the health of the industry particularly during the recent period of excess supply and low prices.

Saskatchewan is Canada's second largest oil producer. In 1986 Saskatchewan produced oil worth over \$2 billion accounting for more than 13% of provincial GDP.

Uranium is also an important energy resource in the province. One of Saskatchewan's mines, the Key Lake operation is now the largest producer in terms of output in the world.

The agreement signed on January 2, 1988 provides greater security for energy exports to the U.S. market. It offers the assurance of continued access to U.S. markets free from growing protectionism in the U.S. Both sides have agreed to prohibit most discriminatory restrictions in whatever form on exports and imports. The reasons for which the U.S. can take import restrictive actions have been significantly narrowed, especially in the area of so-called "national security". More specifically, existing U.S. barriers to trade in energy will disappear, including

- tariffs on crude oil and refinery products (including refinery products manufactured from imported crude oil)
- the "superfund" import fee
- customs user fees
- the uranium enrichment restriction.

Threatened barriers are ruled out vis-@-vis Canadian exports, e.g., the oil import fee.

And, there is a special regulatory consultation provision to try to avoid future FERC and other regulatory decisions discriminating against Canadian products.

For uranium, the FTA means that the present threat against \$300 million worth of annual uranium exports to the U.S. is removed. Under current legislative rules and U.S. court actions, the U.S. Department of Energy is being forced to ban the processing of foreign produced uranium. This legislation will be changed under the FTA.

The general export control disciplines of the FTA apply to both countries and all goods, including energy. They provide that either country can impose export controls for GATT compatible reasons, for short supply or conservation reasons. If export controls are imposed, exports must be allowed up to the proportion (in the previous three years) of exports to the other country relative to total domestic supply. The effect of this will be to ensure fair treatment of customers on both sides of the border in the event of government-imposed export controls. This assurance of fair

treatment of U.S. consumers of all forms of Canadian energy will be an important factor in providing a stable environment for long-term planning of supply relationships.

It also will provide U.S. buyers with assurance that export deliveries will not be halted as a result of Canadian government action and that, in the event of a shortage or other emergency, any reduction in deliveries would be shared on a proportional basis.

Much of Canada's energy future depends on the development of large oil and gas projects. The Free Trade Agreement will provide the assurances of access to the large market necessary to support such projects.

Canada has retained its ability to seek 50% ownership of the upstream oil and gas industry. Our acquisitions policy has been grandfathered and the government will continue to review, where necessary, to reject proposed acquisitions. For example, acquisition by U.S. companies of healthy Canadian controlled companies will not be allowed. The National Energy Board can continue to monitor and license exports of energy.

The Energy component of the agreement is the confirmation and extension of the market based approach to energy trade enunciated by the Prime Minister and President Reagan in March 1985. Some elements of the old National Energy Policy would be inconsistent with the terms of the FTA.

Investment

A hospitable investment climate in Canada is essential if the full benefits of trade liberalization are to be obtained. In particular, new investment will be critical to economic growth, innovation, trade and job creation.

Domestic firms in Canada as well as foreign owned subsidiaries will be making major investments as they increase their scale and specialization and take advantage of the American marketplace. Some of the required capital will be generated domestically, but foreign investment must also be relied upon.

The trade agreement provides investors in both Canada and the U.S. with increased confidence that their access to new investment opportunities is assured, that their investments are secure and that they will be treated fairly and equitably by governments.

Canada's right to review significant acquisitions by U.S. investors is left unchanged by the trade agreement. The agreement will provide that the review threshold for direct acquisitions will be raised in four steps to \$150

million by 1992. At that time, about two-thirds of total corporate assets will still be reviewable. For direct acquisitions, which involve the transfer of control of one foreign-controlled firm to another, the review thresholds will be phased out over the same period.

Finally, all other existing investment laws at both the federal and provincial levels remain unchanged. Therefore foreign investment will continue to be regulated in accordance with national and provincial interests.

Agriculture

Agriculture was a key priority for Saskatchewan in the trade negotiations. Canada and the U.S. have negotiated a very large agricultural agreement. It is a good deal for Saskatchewan farmers giving us improved and secure access to our largest trading partner. It is a primary key to the future growth of the agri-food industry.

Canada has obtained duty-free and more secure access to the U.S. market for the agricultural and food products which are of major export interest. For Saskatchewan these products include meat and livestock, and oilseeds.

The agreement includes the following:

1. Tariffs will be phased out gradually over a period of up to 10 years. Fruits and vegetables will receive special treatment for up to 20 years, under certain conditions.
2. There will be a prohibition of direct export subsidies on bilateral agricultural trade and improved consultation procedures regarding the use of export subsidies to third countries.
3. Canadian exports to the U.S. via west coast ports will not benefit from subsidized Western Grain Transportation Act rail rates.
4. Canada's import permit system for wheat, oats and barley and their products will be removed when support levels become equivalent. Both countries will benefit from more secure access for these products.
5. Our bilateral trade in beef will be exempted from our respective Meat Import Laws.
6. The new trade dispute mechanism will help resolve trade disputes.
7. New rules will help prevent the misuse of technical regulations as trade barriers.

8. Canada's supply management marketing boards will remain in place. The future of supply management is secure as well because more boards may be created in the future, providing they follow the GATT rules.
9. The global import quota for poultry will reflect our actual experience with U.S. imports in the past five years. If imports of processed products rise rapidly, Canada will have the right to impose further quota restrictions in accordance with GATT rules.

Although the U.S. is a relatively small market for Canadian grain and oilseed exports, there is room for further growth in certain areas such as rapeseed oil, high quality oats, and malting barley. The removal of U.S. tariffs on these products will benefit our producers.

Canada has also obtained benefits for our producers with regard to subsidies. Direct export subsidies such as the U.S. Export Enhancement Program will be prohibited for bilateral agricultural trade. Both countries have agreed to take into account the export interests of the other in third countries, when using export subsidies in these markets.

In addition, the requirement for import permits for wheat, oats and barley and their products will be eliminated when and only when total levels of support in both countries for each commodity are determined to be equivalent. Best estimates now show support for barley and oats approaching equivalence, with a significant difference remaining for wheat. However, no changes will occur before January 1, 1989.

Imported U.S. grain will not be allowed to disrupt the Canadian quality control system. This will be controlled through the use of end-use certificates. This will preclude U.S. grains from entering our grain export handling and transportation system. It is not expected that large volumes of U.S. grain will flow into Canada as a result of these changes.

Saskatchewan's grain farmers have questioned the effect of the agreement on the two-price wheat policy.

While the Free Trade Agreement does not specifically require changes to the two-price wheat system, on November 6, 1987, the Minister of State for Grains and Oilseeds, the Honourable Charles Mayer announced the government's intention to change the two-price wheat policy. The policy will be altered in such a way that farmers will continue to receive support while processors will continue to be able to

compete in both domestic and international markets as various provisions of the agreement affecting wheat trade come into effect. Consultations have begun with provinces and interested parties on how and when compensation to wheat farmers will be made.

For Saskatchewan livestock producers there are some really tangible benefits, such as the elimination of tariffs. In addition, the new trade dispute mechanism will guarantee the impartial application of anti-dumping, countervail, and other aspects of trade remedy laws.

Saskatchewan beef producers will benefit from the exemption under any application of the U.S. Meat Import Law. The U.S. is by far the largest export market for beef producers and assured access to this market is necessary for the well-being of the industry.

Canadian exports of swine, pork and products to the U.S. in 1986 were approximately \$630 million. Producers remember only too well the recent disruptions caused by the misuse of technical regulations as disguised barriers to trade by several U.S. states. The new agreement would prevent a re-occurrence of the chloramphenicol issue.

As part of the agreement, the U.S. has agreed to implement an open border policy for meat inspection. To the farmers of Saskatchewan, this means that with regard to our shipments to the U.S., only irregular spot checks for compliance with inspection requirements will occur.

By the end of the next decade, Saskatchewan producers of meat and livestock, grains and oilseeds will be able to compete on an equal footing in the huge American market without the burden of tariffs and other barriers at the border. At the same time, their income stabilization and price support programs remain unimpaired by the agreement.

Provincial Sensitivities

Agriculture

Saskatchewan grain producers will be concerned about the effect of the agreement on the two-price wheat policy.

Response

The Canada- U.S. Free Trade Agreement did not specifically require Canada to alter the two-price wheat policy.

However, the removal of the grain import permit system and the competitive situation of Canadian food processors as tariffs are phased out for processed food products put the future feasibility of this policy in question.

As a result, on November 6, 1987, the Minister of State for Grains and Oilseeds, the Honourable Charles Mayer, announced the government's intention to change the two-price wheat policy.

The policy will be altered in such a way that farmers will continue to receive support while processors will continue to be able to compete in both domestic and international markets as various provisions of the Free Trade Agreement affecting wheat trade come into effect. Consultations have begun with provinces and interested parties on how and when compensation to wheat farmers will be made.

Will the removal of the grain import permit system interfere with the Canadian quality control system which allows us to earn premium prices on international markets?

Response

No wheat, oats or barley imported into Canada will have to be accompanied by an end-use certificate to ensure that the grain is for consumption in Canada and that it will not be able to affect Canada's grain quality control by preventing it from entering our grain export handling and transportation system.

Saskatchewan farmers are seriously concerned about the adverse impact of the U.S. export enhancement program on Canadian grain producers and about recent U.S. targeting of traditional Canadian markets.

EEP (an agricultural export subsidy) is having a depressing effect on world grain prices adversely affecting

Canadian producers. The U.S. have taken the position that the EEP is needed to maintain pressure on other exporters to negotiate the reduction of subsidies overall and that there will be no relaxation of the program outside of the MTN agreement involving fundamental reform of agricultural subsidy practices of all countries.

The Canada-U.S. Free Trade Agreement provides that each country will take into account the export interests of other country in use of any export subsidy on agricultural goods exported to third markets. The agreement also recognizes that problems of agricultural subsidies go beyond the bilateral context and require the cooperation of all countries; accordingly, Canada and the U.S. agree to work together in the MTN to deal with these problems. The "Standstill" provision in the agreement provides that both parties understand the need to exercise discretion in the period prior to entry into force so as not to jeopardize the approval process or undermine the spirit and mutual benefits of the agreement.

Response

The stated rationale of the U.S. program is to get the EEC and other subsidizing countries to the bargaining table. The U.S. has indicated it is their policy to ask recipient governments for guarantees to purchase traditional levels from non-subsidizing suppliers such as Canada. We are committed to maintaining our share of the world market. Indeed, Canadian market share has increased from 20% to 24% over the past year. Nevertheless, we are seriously concerned about the price depressing effect of the EEP. We believe the program to be wrong and counterproductive.

We have raised our concerns on many occasions. We will continue to do so. This is an issue which calls for a multilateral solution. That is a key Canadian objective in the MTN.

Potash

Why were there no new rules to deal with the anti-dumping case against Canadian potash.

Response

We were not able to reach agreement on a new set of rules to govern anti-dumping and countervail. So until a substitute system of laws can be worked out existing laws will continue to apply in each country. During the first five years, both countries are committed to negotiate a new set of rules for anti-dumping and countervail.

However, the existence of a new binational tribunal to review dumping and countervail cases and make binding decisions on them is a significant new feature. The presence of Canadian trade experts on those panels will keep the system honest and free of political influence.

This is a significant improvement over the status quo and will bring much greater security to Canadian producers.

Storage
CA1 EA55 88017 EXF
Saskatchewan overview. --
43250474



LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20024883 2

